

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

17 septembre 2014

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

NLMK

Derrière la concurrence politicienne, une même politique antiouvrière

Comme après chaque élection, voici venu le temps des grandes manœuvres pour la formation du gouvernement. Et comme à chaque fois, les grandes déclarations et les promesses ne pèsent pas lourd devant la perspective de postes ministériels...

Le MR avait déclaré refuser d'avance toute alliance avec la N-VA, qu'il traitait de parti quasiment raciste il y a quelques mois. Cela ne les empêche pas de former une coalition pour le gouvernement fédéral. Le PS et le CDH ont crié à la trahison, mais ils auraient tout à fait pu faire la même chose si on le leur avait proposé. Ils ont simplement préféré cette fois-ci s'assurer du contrôle des gouvernements bruxellois et wallons aux dépens du MR.

Ces petits jeux ne sont pas nouveaux. Ils montrent encore une fois que les prétendus différents communautaires Nord-Sud ne sont que des prétextes : la défense des wallons par les uns et des flamands par les autres, laisse la place à la défense du patronat et à des attaques contre les travailleurs, wallons comme flamands. Sur ce point, tous les politiciens sont d'accord.

On verra bientôt comment les autres promesses économiques ou sociales vont à leur tour passer à la trappe, aussi bien côté MR que PS et CDH.

En effet, même si peu d'informations filtrent des négociations au niveau fédéral, on y retrouve une brochette de propositions libérales bien connues. D'abord la réduction des impôts pour les entreprises à 25% et la réduction des charges sociales sur les bas salaires. L'une comme l'autre sont présentées comme des actions en faveur du développement des entreprises et donc de l'emploi. En réalité, depuis des années qu'on applique ce genre de mesures, les patrons empochent ces cadeaux et ne créent aucun emploi.

Il est aussi question de l'allongement de la durée de cotisation pour la pension, soit par un report de l'âge de la pension, soit par un système de points. Politiciens et patronat dénoncent en chœur le soi-disant « problème » des retraites. Mais son origine est à chercher uniquement dans la réduction des cotisations sociales des entreprises – le trou de la sécu, ce sont les patrons qui ne paient pas ! Oui, il y a plus de retraités

aujourd'hui qu'il y a trente ans, mais la productivité a aussi augmenté et cela permettrait largement de payer les salaires et les retraites.

Plusieurs partis de la coalition ont aussi évoqué la limitation du droit de grève par l'instauration d'un service minimum. Evidemment, ces partis patronaux veulent empêcher les travailleurs de se défendre face aux prochaines attaques qu'ils préparent !

Enfin, l'inévitable question de l'équilibre budgétaire est au menu. Il est évident qu'à force de réduire les rentrées par des réductions de cotisations patronales, le budget ne peut pas être à l'équilibre. Mais la réduction des budgets publics n'est qu'un moyen parmi d'autres de faire payer les travailleurs car cela touche avant tout les hôpitaux, les pompiers, les écoles, la poste et autant de services utiles à la population.

Le PS et la CDH ont beau jeu de dénoncer une « coalition de droite », mais ils ne font pas mieux. A Bruxelles et en Wallonie, ils sont au pouvoir sans les libéraux. Cela ne les empêche pas de vouloir eux-aussi réduire les dépenses publiques d'un milliard d'euros. C'est énorme, sachant que le budget total de la Région wallonne est de 13 milliards. Cela va impliquer des coupes sombres dans le budget de l'enseignement et réduire encore un peu plus les perspectives d'avenir des enfants des couches populaires, qui ne peuvent pas se payer des écoles privées.

Le PS prétend que c'est à cause du manque de financement de la part du fédéral. Mais le PS était encore au fédéral jusqu'à maintenant ! Et il s'y entendait très bien avec le MR ! Ce n'est donc qu'un argument pour faire porter sur les autres la responsabilité des mesures impopulaires.

Les politiciens se préoccupent de leur avenir, de savoir qui sera Premier ministre ou commissaire européen, et ils se préoccupent bien sûr de l'avenir des profits patronaux. Alors si les travailleurs ne veulent pas une nouvelle dégradation de leur niveau de vie et de leurs conditions de travail, ils ne peuvent pas compter sur cette démocratie-là, il faudra qu'ils se mobilisent largement et fortement.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Formations bidon

La direction nous fait suivre des formations en chaîne : soudeur, pontier et tutti quanti. Tout le monde doit savoir tout faire ! Mais ce n'est pas en quelques heures qu'on apprend un métier, surtout en sidérurgie ou l'erreur peut être fatale. La direction le sait bien, mais elle cherche quand même à nous imposer la polyvalence à bon marché, avec la menace de la porte pour ceux qui n'y arriveraient pas.

Boël et Duferco avaient déjà essayé de faire passer la polyvalence en leur temps. On ne s'était pas laissé faire et ils n'y étaient pas arrivés...

Que les ingénieurs assument !

Certains ingénieurs devraient aussi suivre les formations, surtout sur la sécurité ! D'après la théorie, les élingues doivent être conformes et réceptionnées en bonne et due forme. Même la direction a confirmé qu'on devait respecter cette règle, ainsi que toutes les règles légales. Mais c'est bien sûr pour la galerie car elle ferme les yeux et sur le terrain, les chefs se moquent des règles et nous donnent des ordres contradictoires. Quand aux délégués ils laissent faire sans rien dire.

En tout cas, nous devons systématiquement refuser d'exécuter un ordre en contradiction avec les règlements, car c'est nous qui serions fautifs en cas d'accident. Que les ingénieurs assument !

De toutes les couleurs...

Comme d'habitude, la production est en retard. La pression et le stress augmentent. Mais les ingénieurs nous demandent... de remettre en couleur ! Oui, c'est mieux quand c'est propre, mais alors qu'ils embauchent les ouvriers nécessaires à la production et à l'entretien.

Il y a même un chef qui a insisté pur qu'on repeigne les murs en blanc ! Des murs blancs dans une sidérurgie... encore un qui a dû trouver son diplôme dans une pochette surprise !

Les délégués... quels délégués ?

Côté syndical, silence radio. Et pourtant, on en a des revendications ! Par exemple, depuis plusieurs mois on travaille un weekend sur deux. La pression est telle que c'est devenu quasiment impossible d'avoir des congés. Mais quand on voit les délégués, c'est pour s'entendre dire qu'on va devoir bouter le weekend, alors que ce qu'on devrait faire, ce serait d'exiger que la direction réembauche les collègues qui manquent aujourd'hui.

No money, no business

A force d'avoir licencié à tour de bras, l'usine se trouve aussi en manque de brigadiers. La direction peine à trouver des volontaires, et on comprend pourquoi : elle a supprimé la prime. Brigadier pour la gloire, et puis quoi encore ? Il y a plus d'un ouvrier qui a refusé.

Plus de boulot pour pas un liard ? C'est la devise du patron, pas la notre !

Ça ne marche vraiment pas...

Il n'y a plus le temps de faire les entretiens qu'au minimum, et quand une pièce casse, il n'y a pas de quoi la remplacer. Que ce soit pour des moteurs, des joints ou des boulons, on est obligé de récupérer les pièces de réemploi ! Au LAF ou au TCC, il n'y a quasiment plus un jour qui passe sans une panne. Cette politique d'économie idiote est de la responsabilité de la direction mais après, c'est nous qui payons les pots cassés !

Licenciements = accidents

La conséquence du manque d'effectifs, des pannes et du stress, c'est que le nombre de malades et surtout d'accidents a grimpé en flèche. Il y a plus d'accidents aujourd'hui à 450 que quand on était 1300. Cette situation n'est pas acceptable et justifierait à elle seule qu'on arrête le travail et qu'on impose d'embaucher avant qu'il n'y ait un blessé grave ou un mort.

Mais en plus de ça le patron en personne a eu le culot de nous reprocher ces accidents, il a prétendu qu'il y avait plus d'accidents ici qu'en Russie, dans des usines où ils sont cinq ou dix fois plus nombreux. Mais même si c'était vrai, c'est évidemment parce qu'il a licencié les deux tiers de l'usine qu'il y a plus d'accidents ! Alors il connaît la solution : fermer son clapet et embaucher.

Licenciements prévus à UCB

La direction du groupe UCB a annoncé ce mercredi 10 septembre son intention de supprimer 122 emplois dont 76 à Braine-l'Alleud d'ici un peu plus d'un an. Depuis 2008, deux vagues de licenciements collectifs ont mis plus de 500 travailleurs à la porte dans la Brabant wallon. Dans un communiqué, le patron affirme vouloir « adapter son organisation de recherche et de développement pour encore mieux répondre aux nouveaux besoins des patients ». Quelle hypocrisie et surtout quel mépris pour les travailleurs qui sont traités comme des obstacles aux soins des malades ! C'est évidemment le maintien des profits, ou mieux leur augmentation, qui guide la politique patronale.